

## **REGLEMENT D'APPEL A PROJETS POUR L'ATTRIBUTION DE CONTRATS DE SUBVENTION**

**INTITULE DU PROGRAMME :  
PROGRAMME ECONOMIE BLEUE**

**OBJET DE L'APPEL A PROJETS :**  
OCTROI DE SUBVENTIONS VISANT A SOUTENIR LES INITIATIVES  
ECONOMIQUES PRIVEES LIEES AU DEVELOPPEMENT DES SOUS-  
FILIERES DE L'AQUACULTURE ET DES ACTIVITES DE  
TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS AQUACOLES

**MONTANT DISPONIBLE DE L'APPEL A PROJETS :  
450 000 €**

**CALIBRAGE FINANCIER DES SUBVENTIONS :**  
*Montant minimum des subventions : 20 000 €*  
*Montant maximum des subventions : 40 000 €*

**DATE HEURE ET LIEU DE LA REUNION D'INFORMATION DE L'APPEL A  
PROJETS :  
05/09/2024 A 11H00 (HEURE DE PARIS)**

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DE LA DEMANDE COMPLÈTE :  
23/09/2024 A 18H00 (HEURE DE PARIS)**

## AVERTISSEMENT

Il s'agit d'un appel à projets ouvert. Tous les documents doivent être soumis en même temps (note succincte de présentation et demande complète). Dans un premier temps, seules les notes succinctes de présentation seront évaluées. Par la suite, l'évaluation des demandes complètes sera effectuée pour les demandeurs chefs de file présélectionnés. Après l'évaluation des demandes complètes, l'éligibilité des demandeurs provisoirement sélectionnés sera vérifiée sur la base des pièces justificatives demandées par Expertise France (agence de mise en œuvre du Programme Economie Bleue financé par l'Union Européenne en Algérie) et de la déclaration signée du demandeur chef de file, envoyées en même temps que la demande complète.

## TABLE DES MATIERES

1.	programme economie bleue.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1.1.	Contexte .....	4
1.2.	Objectifs du programme et priorités .....	4
1.3.	Montant de l'enveloppe financière mise à disposition par Expertise France .....	5
1.4.	Octroi de subvention pour actions similaires .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2.	RÈgles applicables a l'appel à projets.....	7
2.1.	Critères d'éligibilité .....	7
2.2.	Éligibilité du demandeur .....	7
2.3.	Actions éligibles: pour quelles actions une demande peut-elle être présentée? .....	7
2.4.	Éligibilité des coûts: quels coûts peuvent être inclus? .....	9
3.	Présentation de la demande et procédures à suivre .....	11
3.1.	Formulaires de demande .....	11
3.2.	Où et comment envoyer les demandes? .....	11
3.3.	Date limite de soumission des demandes.....	11
3.4.	Autres renseignements sur les demandes .....	11
4.	Évaluation et sélection des demandes .....	13
4.1.	Soumission des pièces justificatives pour les demandes provisoirement sélectionnées	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
4.2.	Notification de la décision d'Expertise France .....	17
4.3.	Conditions de la mise en œuvre après la décision d'Expertise France d'attribution d'une subvention	18
4.4.	Protection des données personnelles et confidentialité .....	18
5.	liste des annexes .....	20

## 1. PRESENTATION DE L'APPEL A PROJET

### 1.1. Contexte du programme Economie Bleue

Le Programme Economie Bleue - Pêche et Aquaculture, initié en décembre 2021 pour une période de 48 mois (soit jusqu'à fin 2025) vise à améliorer la résilience et la compétitivité des communautés côtières et des filières stratégiques et à soutenir la création d'emplois dans les secteurs de l'économie bleue, par un appui principalement aux secteurs de la pêche et de l'aquaculture. Le développement des différents maillons des chaînes de valeur de ces secteurs et leur diversification, au niveau local, offrent de réelles opportunités d'emplois, notamment par l'exploitation de nouvelles espèces animales mais aussi végétales d'intérêt commercial, et par le développement de la transformation et de la distribution des produits de la pêche et de l'aquaculture en mettant en œuvre les principes de l'économie circulaire et solidaire.

Ce programme apportera ainsi son soutien aux opérateurs privés dans la création d'activités et de services générateurs de richesse le long de ces chaînes de valeur et s'inscrivant pleinement dans une vision de valorisation durable du capital maritime et littoral de l'Algérie afin de répondre à la fois aux besoins de diversification de son économie et aux impératifs de préservation du milieu marin et de gestion durable des stocks halieutiques. Les acteurs territoriaux, y compris les services publics, les acteurs du secteur privé et de la société civile, y seront étroitement associés.

Sa logique d'intervention s'articule autour des actions phares prévues par la SNEB 2030 et portées au développement des activités de pêche et d'aquaculture. Il s'agit d'un secteur clé réparti sur l'ensemble de la bande côtière du pays (plus de 2000 km) et capable de fédérer l'ensemble des intervenants sectoriels de l'EB. Le présent AAP a pour but d'accompagner le développement des opportunités économiques du secteur au profit des communautés côtières, d'une utilisation rationnelle des ressources et de la sauvegarde de l'environnement

Ce programme Economie Bleue - Pêche et Aquaculture vient ainsi appuyer l'opérationnalisation de la SNEB-2030 autour de trois objectifs spécifiques (OS) :

OS1 – L'économie bleue soutient la création d'emplois, de valeur et de nouvelles opportunités d'investissement au profit des communautés côtières par la diversification des services, l'innovation, la mise en place de la Planification des Espaces Maritimes (PEM) et la promotion de l'aquaculture marine et continentale

OS2 – Les revenus et les conditions de travail des pêcheurs artisans sont améliorés

OS3 – L'Algérie dispose des capacités opérationnelles pour assurer le suivi, le contrôle et la gestion de la pêche sur l'ensemble de son territoire en répondant aux définitions et exigences d'encadrement et de rapportage auprès des instances régionales de régulation (CGPM, CICTA)

### 1.2. Objectifs de l'appel à projet et priorités

Cet appel à projet vise à permettre d'atteindre le résultat R1.1 – Les revenus des acteurs économiques des zones côtières du pays, en dehors du secteur de la pêche, sont stabilisés voire accrus au niveau local, par la diversification des activités de l'économie bleue, y compris de l'aquaculture, sur l'ensemble de la chaîne de valeur, en créant de nouveaux services et/ou métiers, y compris pour les femmes ;

L'**objectif général** du présent appel à projets consiste à soutenir les initiatives économiques privées liées au développement des différentes sous-filière de l'aquaculture et des activités de transformation artisanale des produits aquacoles

Les **objectifs spécifiques** du présent appel à projets sont :

- 1- La diversification des sous-filières de l'aquaculture
- 2- L'accroissement de la compétitivité des acteurs économiques des sous-filières de l'aquaculture
- 3- L'accompagnement à la mise en place de projets viables d'aquaculture
- 4- Le renforcement de la filière aquacole tout au long de sa chaîne de valeur
- 5- Le renforcement des compétences techniques des opérateurs privés
- 6- Favoriser l'insertion des femmes et des jeunes comme acteurs actifs dans la filière ;
- 7- Favoriser la diffusion des bonnes pratiques pour une aquaculture durable ;

En outre, les projets devront présenter autant que possible les caractères suivants :

- 1- Innovants du point de vue technique, social, organisationnel ou de gestion ;
- 2- Démonstratifs avec un potentiel d'entraînement ou de réplication important ;
- 3- Durables d'un point de vue économique et environnemental.

Les projets devront également répondre aux besoins identifiés par l'étude filière Aquaculture, notamment en ce qui concerne :

- 1- La production de nouvelles espèces (élevage de maigres, silures, ... et développement des sous-filières telles que l'algoculture, la carcinoculture, l'échiniculture, ...)
- 2- L'approvisionnement en juvéniles, avec notamment les activités de production locale d'alevins de poissons marins, de naissain de mollusques ainsi que le renforcement des capacités de production locale d'alevin de poissons d'eau douce.
- 3- L'approvisionnement en aliment pour l'aquaculture marine qui dépend exclusivement des importations et pour l'aquaculture d'eau douce dont la production locale reste insuffisante et mal maîtrisée.
- 4- L'approvisionnement en équipement (ancres, Chandeliers, cordages, ...)
- 5- La mise en place de fermes pédagogiques et de démonstration pour chaque sous-filière ;
- 6- La mise en place de l'auto-contrôle avec un accompagnement des opérateurs économiques pour l'acquisition des équipements nécessaires et la formation associée
- 7- La promotion et la valorisation des produits aquacoles avec notamment le développement de la filière de la transformation

**L'ensemble de ces priorités sera très fortement pris en compte pour le classement des projets qui conditionnera l'octroi des subventions (voir aussi la grille d'évaluation au point ...).**

### **1.3. Montant de l'enveloppe financière mise à disposition par Expertise France**

Le montant indicatif global mis à disposition au titre du présent appel à projets s'élève à 450 000 EUR. Expertise France se réserve la possibilité de ne pas attribuer tous les fonds disponibles.

#### **Montant des subventions**

Toute demande de subvention dans le cadre du présent appel à projets doit être comprise entre les montants minimum et maximums suivants :

Montant minimum: 20 000 EUR par subvention

Montant maximum: 40 000 EUR par subvention

**Pourcentage de cofinancement .**

Toute demande de subvention dans le cadre du présent appel à projets doit être comprise entre les pourcentages minimum et maximum suivants du total des coûts éligibles de l'action et dans la limite de 40.000€ (plafond de subvention) :

- Pourcentage minimum : 50 % du total des coûts éligibles de l'action
- Pourcentage maximum : 90 % du total des coûts éligibles de l'action (voir également point 2.1.4).

Le solde (c'est-à-dire la différence entre le coût total de l'action et le montant demandé à Expertise France) doit être financé par des sources autres que le budget de l'Union européenne ou que le budget d'Expertise France.

Le bénéficiaire contribue au cofinancement de l'action :

- soit par ses propres ressources,
- soit par les revenus générés de l'action,
- soit par des contributions financières (prêts...) fournies par des tiers,
- soit par des contributions en nature (voir paragraphe b) fournies par des tiers.

**a) Autofinancement**

L'autofinancement pourra être fait valoir dans l'offre technique mais ne pourra être éligible au titre du cofinancement de l'action. Le soumissionnaire est incité à marquer son engagement à l'action en mobilisant ses propres ressources via du temps du personnel mobilisé, de la mise à disposition de terrains et/ou de bâtiments (achat ou location), etc..

**b) Contributions en nature**

Les contributions en nature sont acceptées au titre du cofinancement, si elles sont jugées nécessaires ou appropriées. Les contributions en nature sont des ressources non financières (biens ou services). Les bénéficiaires doivent s'assurer qu'elles respectent les règles nationales en matière fiscale et de sécurité sociale.

Les contributions en nature de tiers, à l'exception des contributions en nature sous la forme de travaux effectués par des bénévoles, doivent être présentées séparément des contributions aux coûts éligibles dans le budget prévisionnel. Elles sont présentées comme des coûts acceptés dans le budget prévisionnel de l'action. Leur valeur approximative est indiquée dans le budget prévisionnel et ne doit pas faire l'objet de modifications ultérieures.

Le bénéficiaire doit déclarer le cofinancement effectivement apporté dans le rapport final. À ce stade, les bénéficiaires peuvent remplacer toute contribution planifiée provenant de ses propres ressources par des contributions financières de tiers.

## 2. RÈGLES APPLICABLES A L'APPEL A PROJETS

Le présent règlement d'appel à projets définit les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions financées dans le cadre de l'appel à projets qui en fait l'objet.

### 2.1. Critères d'éligibilité

Il existe trois séries de critères d'éligibilité, qui concernent respectivement :

(1) les acteurs:

le **demandeur**, c'est-à-dire l'entité soumettant le formulaire de demande (2.1.1),

(2) les actions:

les actions pouvant bénéficier d'une subvention (2.1.2);

(3) les coûts:

les types de coûts pouvant être inclus dans le calcul du montant de la subvention (2.1.3).

#### 2.1.1. Éligibilité du demandeur

Demandeur

(1) Pour pouvoir prétendre à une subvention, le demandeur doit satisfaire aux conditions suivantes:

- Être une personne morale ou physique de droit privée; et
- Être établi au niveau des 14 wilayas littorales du programme.
- Être porteur d'un projet bénéficiant d'autorisations au sens de la réglementation Algérienne
- Disposer d'une assiette foncière : acte de propriété, de location ou de concession publique
- Être directement chargés de la préparation et de la gestion de l'action et non un intermédiaire

(2) Les demandeurs potentiels ne peuvent participer à des appels à propositions ni être bénéficiaires d'une subvention s'ils se trouvent dans une des situations mentionnées à l'annexe VIII du projet de contrat.

**Si la subvention lui est attribuée, le demandeur devient le bénéficiaire identifié dans les Conditions particulières. A ce titre, il assume la pleine responsabilité financière de la mise en œuvre de l'action dans le respect des conditions du contrat de subvention.** Le bénéficiaire est l'interlocuteur principal d'Expertise France. Il conçoit et coordonne la mise en œuvre de l'action.

#### 2.1.2. Actions éligibles: pour quelles actions une demande peut-elle être présentée?

##### Définition

Une action comprend une série d'activités.

##### Durée

La durée initiale prévue de l'action ne pourra excéder **12 mois** et devra impérativement être achevée **au 30 octobre 2025**.

##### Secteurs ou thèmes

**L'action devra obligatoirement être en lien avec le secteur de l'aquaculture**, et plus précisément impacter I) directement le développement économique de la filière aquacole et II) indirectement cette filière à travers le renforcement de la valorisation et/ou la transformation des produits et des sous-produits de l'aquaculture.

#### Couverture géographique

L'ensemble de ces activités devront impérativement être **mises en œuvre au niveau des 14 wilayas littorales d'intervention du programme Economie Bleue**

#### Types d'action

Les actions éligibles devront être portées par (*types de cible*):

- Les entrepreneurs en activité (**bilan comptable positif**) et désirant se diversifier, s'accroître, se renforcer et/ou mettre à niveau leur personnel, infrastructure et/ou leur outil de production;
- Les entrepreneurs contribuant à la diversification de la filière aquacole par la mise en œuvre de projets viables et durables présentant un cycle de production de moins d'une année et/ou une technologie maîtrisée.

**NB** : Dans le cadre d'un projet nécessitant l'acquisition de matériel, cette action ainsi que la mise en opération des équipements devront être réalisées ***avant la fin du projet***

et concourir à un ou plusieurs des objectifs suivants :

- Accroître la compétitivité des acteurs économiques privés sur l'ensemble de la filière aquacole ;
- Renforcer les différents maillons de la chaîne de valeur de l'aquaculture, tant en amont qu'en l'aval de la production (approvisionnement d'intrants : aliment, alevins..., transformation, commercialisation, distribution...);
- Favoriser la diversification et/ou le renforcement des sous-filières (introduction de nouvelles espèces, activités – aquaponie, hydroponie, algoculture - , activités de formation...);
- Favoriser l'insertion des femmes et des jeunes comme acteurs actifs de la filière aquacole;
- Favoriser la diffusion des bonnes pratiques pour une aquaculture durable ;
- Améliorer la performance des unités de production artisanale, traditionnelles et modernes, par une gestion et une logistique améliorées ;

Les types d'action suivants ne sont pas éligibles :

- Des actions consistant uniquement ou principalement à financer la participation de particuliers à des ateliers, séminaires, conférences, congrès, salons et foires ;
- Des actions consistant uniquement ou principalement à financer des bourses individuelles d'études ou de formation.

#### Types d'activité

Les actions éligibles devront concourir au renforcement de la chaîne de valeur du secteur de l'aquaculture :

Parmi les actions identifiées, nous pouvons citer, entre autres :

- Des actions de qualification des ressources humaines (renforcement des capacités et formation)
- Des actions d'amélioration de l'emballage et de l'étiquetage
- Des actions de marketing et de communication, d'achats de logiciels... et solutions d'E-commerce
- Des actions de réhabilitation et/ou d'aménagement d'infrastructures
- Des actions d'aménagement et d'acquisition d'équipements contribuant aux économies d'énergie ;
- Des actions de mise à niveau de l'outil de production ;
- Des actions d'acquisition d'équipement et/ou de technologies pour le développement d'activités nouvelles (algoculture, transformation-valorisation des produits et sous-produits de l'aquaculture ...)

### Visibilité

Les demandeurs doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du financement par l'Union européenne. Les actions financées entièrement ou partiellement par le Programme Economie Bleue via son agence de mise en œuvre doivent autant que possible comprendre des activités d'information et de communication visant à sensibiliser tout ou partie du public aux motifs de l'action, au motif de l'aide fournie par le Programme dans le pays ou la région concernée, ainsi qu'aux résultats et impact de cette aide.

Les demandeurs doivent se conformer aux objectifs et priorités et garantir la visibilité du financement de l'Union Européenne.

### Nombre de demandes et de subventions par demandeur

Le demandeur ne peut pas soumettre plus d'une demande(s) dans le cadre du présent appel à projets.

Le demandeur ne peut pas se voir attribuer plus d'une subvention(s) au titre du présent appel à projets

Le demandeur ne peut pas être en même temps un partenaire dans une autre demande.

### **2.1.3.Éligibilité des coûts : quels coûts peuvent être inclus ?**

Seuls les « coûts éligibles » peuvent être couverts par une subvention. Les types de coûts éligibles et inéligibles sont indiqués ci-dessous. Le budget constitue à la fois une estimation des coûts et un plafond global des « coûts éligibles ».

Les recommandations d'attribuer une subvention sont toujours subordonnées à la condition que les vérifications précédant la signature du contrat de subvention ne révèlent pas de problèmes nécessitant des modifications du budget (par exemple, les erreurs arithmétiques, les inexactitudes, les coûts irréalistes et les coûts non éligibles). Cette procédure de vérification peut donner lieu à des demandes de clarification et conduire Expertise France à imposer des modifications ou des réductions afin de corriger ces erreurs ou inexactitudes. Ces corrections ne peuvent entraîner une augmentation de la subvention ou du pourcentage du cofinancement du Programme Economie Bleue.

En conséquence, il est dans l'intérêt des demandeurs de fournir un **budget réaliste et d'un rapport coût-efficacité convenable**.

### Coûts directs éligibles

Pour être éligibles aux fins du présent appel à projets, les coûts doivent respecter les conditions prévues à l'article 14 des conditions générales du modèle de contrat de subvention.

### Réserve pour imprévus

Le budget peut inclure une réserve pour imprévus correspondant au maximum à 5 % des coûts directs éligibles estimés. Elle ne peut être utilisée qu'avec **l'autorisation écrite préalable** du Programme Economie Bleue par son agence de mise en œuvre Expertise France.

### Coûts indirects éligibles

Les coûts indirects éligibles sont liés au fonctionnement et aux activités d'ordre général du bénéficiaire : ils ne peuvent être intégralement imputés à l'action mais sont néanmoins partiellement générés par celle-ci.

*Exemples : coûts liés aux infrastructures et au fonctionnement général du bénéficiaire au niveau du siège et coûts liés notamment à la gestion administrative et financière, à la formation, aux conseils juridiques, à la documentation, à l'informatique, à la maintenance des bâtiments, à l'eau, au gaz, à l'électricité, à l'assurance, aux fournitures de bureau, à la communication, aux ressources humaines, aux frais de comptabilité, aux amortissements, aux factures de téléphone, aux déplacements et autres frais de services, etc.*

Les coûts indirects supportés pendant la mise en œuvre de l'action peuvent être éligibles pour un financement forfaitaire, mais le montant total ne peut excéder 7 % du total estimé des coûts directs éligibles. Les coûts indirects sont éligibles pour autant qu'ils n'incluent pas de coûts portés en compte sur une autre rubrique du budget dans le modèle de contrat de subvention. Le demandeur chef de file peut être invité à justifier le pourcentage demandé avant la signature du contrat de subvention. Cependant, une fois le taux forfaitaire fixé dans les conditions particulières du contrat de subvention, aucune pièce justificative ne devra être fournie par le bénéficiaire.

Si un des demandeurs bénéficie d'une subvention de fonctionnement financée par le Programme Economie Bleue ou par l'UE, il/elle ne peut inscrire des coûts indirects sur les coûts qu'il/elle supporte au budget proposé pour l'action.

### Coûts inéligibles

Les coûts suivants ne sont pas éligibles:

- Les dettes et la charge de la dette (intérêts) ;
- Les provisions pour pertes ou dettes futures éventuelles ;
- Les coûts déclarés par le bénéficiaire et financés par une autre action ou un autre programme de travail bénéficiant d'une subvention d'Expertise France ou de l'Union européenne ;
- Les achats de terrains ou d'immeubles, sauf si ces achats sont indispensables à la mise en œuvre directe de l'action, auquel cas leur propriété doit être transférée conformément à l'article 7.5 des conditions générales du modèle de contrat de subvention, au plus tard à l'issue de l'action ;
- Les pertes de change ;
- Les crédits à des tiers.
- Le coût des salaires du personnel de l'administration nationale ;
- Les taxes, y compris la TVA, sauf lorsque le bénéficiaire ne peut les récupérer et si la réglementation applicable n'interdit pas leur prise en charge.

### 3. PRESENTATION DE LA DEMANDE ET PROCEDURES A SUIVRE

#### 3.1.1. Formulaires de demande

Les demandes doivent être soumises conformément aux instructions sur la note succincte de présentation et la demande complète contenues dans le formulaire de demande de subvention annexé au présent Règlement (annexe A).

Les demandeurs doivent soumettre leur demande en français.

Toute erreur ou incohérence majeure relative aux points mentionnés dans la demande (par exemple si les montants mentionnés dans les feuilles de calcul du budget ne correspondent pas) peut conduire au rejet de la demande.

Des éclaircissements ne seront demandés que lorsque les informations fournies ne sont pas claires et empêchent donc Expertise France de réaliser une évaluation objective.

Les demandes manuscrites ne seront pas acceptées.

**Il est à noter que seul le formulaire de demande de subvention et les annexes publiées qui doivent être complétées (budget,) seront évalués. Il est par conséquent très important que ces documents contiennent TOUTES les informations pertinentes concernant l'action. Aucune annexe supplémentaire ne doit être envoyée.**

#### 3.1.2. Où et comment envoyer les demandes?

La demande (**Annexe A** - formulaire de demande de subvention) doit être soumise [par voie dématérialisée à l'adresse URL suivante : [aap.aquaculture.eb@expertisefrance.fr](mailto:aap.aquaculture.eb@expertisefrance.fr)

Les plis envoyés par d'autres moyens (par exemple par télécopie ou courrier électronique) ou remis à d'autres adresses seront rejetés.

**Les demandeurs doivent s'assurer que leur demande est complète en utilisant conformément au formulaire de demande de subvention (Annexe A - 3ème partie). Les demandes incomplètes peuvent être rejetées.**

#### 3.1.3. Date limite de soumission des demandes

La date et l'heure limite de soumission des demandes sont indiquées en page de garde du présent Règlement, tel que prouvé par la date de l'accusé de réception électronique. Toute demande soumise après la date limite sera automatiquement rejetée.

#### 3.1.4. Autres renseignements sur les demandes

Une session d'information relative au présent appel à projets seront organisée le :

- 05/09/2024 à 11h00 heure de Paris

Sur le lien suivant :

<https://eb-expertisefrance.wimi.pro/airtime/#/?room=e8ea7b364def16fa09caffba6c667332&accountId=355227&persistentRoomId=75201>

Les demandeurs peuvent envoyer leurs questions par courrier électronique, au plus tard 10 jours avant la date limite de soumission des demandes, à l'/aux adresse(s) figurant ci-après, en indiquant clairement la référence de l'appel à projets:

Adresse de courrier électronique : [aap.aquaculture.eb@expertisefrance.fr](mailto:aap.aquaculture.eb@expertisefrance.fr)

Expertise France (agence de mise en œuvre du Programme Economie Bleue financée par L'Union Européenne) n'a pas l'obligation de fournir des éclaircissements au sujet des questions reçues après cette date.

Il y sera répondu au plus tard 5 jours avant la date limite de soumission des demandes.

Afin de garantir une égalité de traitement des demandeurs, Expertise France ne peut pas donner d'avis préalable sur l'éligibilité des demandeurs chefs de file, des partenaires, d'une action ou d'activités spécifiques.

Aucune réponse individuelle ne sera donnée aux questions posées. Toutes les questions et leurs réponses ainsi que d'autres informations importantes communiquées aux demandeurs au cours de la procédure d'évaluation seront publiées en temps utile et partagées à l'ensemble des candidats. Il est par conséquent recommandé de consulter régulièrement le site internet dont l'adresse figure ci-dessus afin d'être informé des questions et réponses publiées.

## 4. ÉVALUATION ET SELECTION DES DEMANDES

Les demandes seront examinées et évaluées par Expertise France avec l'aide, le cas échéant, d'assesseurs externes. Toutes les demandes seront évaluées selon les étapes et critères décrits ci-après.

L'évaluation des demandes se fera par un comité d'évaluation composé :

- Des membres de l'équipe EF siège
- Des membres de l'équipe projet
- D'experts techniques (en aquaculture et pêche)
- Le cas échéant d'assesseurs externes :
  - MPPH (DDA, DNP)
  - Chambre locale de Pêche et d'aquaculture (CWPA)

Toutes les demandes seront évaluées selon les étapes et critères décrits ci-après.

Si l'examen de la demande révèle que l'action proposée ne remplit pas les critères d'éligibilité décrits au point 2.1.4, la demande sera rejetée sur cette seule base.

### **1<sup>ère</sup> ÉTAPE: OUVERTURE, VÉRIFICATION ADMINISTRATIVE ET VÉRIFICATION DE L'ÉLIGIBILITÉ DES DEMANDEURS ET DE(S) PARTENAIRE(S)**

#### **Ouverture et vérification administrative**

Au stade de l'ouverture et de la vérification administrative, les éléments suivants seront examinés :

- Respect de la date et l'heure limites. À défaut, la demande sera automatiquement rejetée.
- Respect, de tous les critères spécifiés du formulaire de demande de subvention. Cet examen inclut aussi une appréciation de l'éligibilité de l'action. Si une des informations demandées fait défaut ou est incorrecte, la demande peut être rejetée sur cette seule base et ne pas être évaluée.

#### **Vérification de l'éligibilité**

La vérification de l'éligibilité sera effectuée sur la base des pièces justificatives demandées par Expertise France (voir ci-après). Elle sera réalisée uniquement pour les demandes qui ont été sélectionnées en fonction de leur score et dans les limites du budget prévu pour le présent appel à projets.

- La conformité entre la déclaration du demandeur (du formulaire de demande de subvention) et les pièces justificatives fournies par ce dernier sera vérifiée. Toute pièce justificative manquante ou toute incohérence entre la déclaration du demandeur et les pièces justificatives pourra conduire sur cette seule base au rejet de la demande.
- L'éligibilité des demandeurs sera vérifiée sur la base des critères établis aux points 2.1.1, 2.1.2 et 2.1.3.

Toute demande rejetée sera remplacée par la première demande la mieux placée sur la liste de réserve qui se trouve dans les limites du budget prévu pour le présent appel à projets.

**Pièces justificatives** : il est demandé au demandeur de fournir les documents suivants de manière à permettre à Expertise France de vérifier son éligibilité:

- Un document d'enregistrement légal auprès du registre de commerce ou tout autre document d'enregistrement auprès des autorités compétentes (carte d'artisan, d'agriculteur...) pour le demandeur ;
- Une photocopie de la pièce d'identité du demandeur;
- Une lettre de l'entité demandeuse attestant de la capacité du représentant légal à prendre des engagements juridiques pour le compte de l'entité ;
- Une copie des états financiers les plus récents du demandeur (compte de résultat et bilan des trois derniers exercices clos **si entreprise en activité**);
- Une attestation prouvant que le demandeur n'est ni endetté auprès des services fiscaux, ni interdits bancaires.

Les documents doivent être fournis sous la forme d'originaux, de photocopies ou de versions scannées (montrant les cachets légaux, signatures et dates) de ces originaux.

Lorsque de tels documents ne sont pas rédigés en français, une traduction en français des parties pertinentes du document prouvant l'éligibilité du demandeur chef de file et, s'il y a lieu, des partenaires doit être jointe pour l'analyse de la demande.

Si les pièces justificatives mentionnées ci-dessus ne sont pas fournies avant la date limite fixée dans la demande de soumission des pièces justificatives envoyée par Expertise France au demandeur chef de file, la demande pourra être rejetée.

## **2<sup>ème</sup> ÉTAPE: ÉVALUATION DES DEMANDES COMPLÈTES**

En premier lieu, il convient d'évaluer les points suivants :

Respect, par la demande complète, **de tous les critères spécifiés dans le présent règlement** dans le formulaire de demande. Cet examen inclut aussi une appréciation de l'éligibilité de l'action. Si une des informations demandées est manquante ou incomplète, la demande peut être rejetée sur cette **seule** base et elle ne sera pas évaluée.

Les demandes complètes satisfaisant à ce contrôle seront ensuite évaluées au regard de leur qualité, y compris du budget proposé et de la capacité des demandeurs et de(s) partenaire(s), sur la base des critères d'évaluation de la grille d'évaluation reproduite ci-après. Les critères d'évaluation se décomposent en critères de sélection et critères d'attribution.

Les **critères de sélection** aident à évaluer la capacité opérationnelle des demandeur(s) et servent à vérifier que ceux-ci disposent de la capacité de gestion et des compétences et qualifications professionnelles requises pour mener à bien l'action proposée. se fondant sur l'analyse des informations fournies dans le cadre de l'annexe E.

Les **critères d'attribution** aident à évaluer la qualité des demandes au regard des objectifs et priorités fixés dans le Règlement, et à octroyer les subventions aux projets qui maximisent l'efficacité globale de l'appel à projets. Ils aident à sélectionner les demandes qui assurent à Expertise France le respect de ses objectifs et priorités. Ils concernent la pertinence de l'action et sa cohérence avec les objectifs de l'appel à projets, la qualité, l'effet escompté, la durabilité de l'action ainsi que son efficacité par rapport aux coûts.

**Notation:**

Les critères d'évaluation se subdivisent en rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique est principalement notée entre 1 et 5, comme suit: 1 = très insuffisant, 2 = insuffisant, 3 = moyen, 4 = bon, 5 = très bon

**Grille d'évaluation : système de points adaptable après accord.**

<b>Rubrique</b>	<b>Note maximum</b>
<b>1. Pertinence du projet à subventionner</b>	<b>13</b>
1.1 La proposition est-elle pertinente par rapport aux objectifs et priorités de l'appel à projets?*	8
La proposition répond-t-elle à 1 ou plusieurs objectifs ?	2
La proposition est-elle innovante dans le contexte algérien, durable et avec un potentiel de développement économique et d'entraînement pour un territoire et la filière ?	2
La proposition couvre-t-elle la zone géographique du projet ?	2
La proposition répond-elle aux besoins du territoire local ?	2
1.2 La proposition répond-elle aux besoins identifiés pour la filière aquacole par le projet EB* ? Répond-t-elle de façon pertinente à une problématique posée ?	5
<b>2. Faisabilité de ou des activités du projet</b>	<b>50</b>
<i>Si demande de subvention pour Projet, évaluer les critères ci-après</i>	
2.1 l'action est-elle réalisable dans le contexte local :	30
L'action propose-t-elle une ou des innovations (techniques, sociales, organisationnelles, gestion, etc.) ou démontre-t-elle davantage de son offre dans le contexte du territoire d'implantation ?	10 (5x2)
Est-ce que l'action prend en compte l'ensemble des dimensions sociales, économiques et techniques (avec un plan de financement et/ou un plan d'équipement ou de mise en production le cas échéant)	10 (5x2)
La proposition du soumissionnaire est susceptible d'améliorer la production, la transformation, diversifier son activité, la commercialisation des produits cible, etc.	10 (5x2)
2.2 La proposition (technico-économique) est-elle complète, claire et cohérente ?	10 (5x2)
Est-ce que la proposition contient un retroplanning des activités, réaliste, cohérent et réalisable ?	5
La proposition dispose d'une stratégie marketing et de moyens de communication vis-à-vis de sa clientèle cible	5
2.3 La proposition contient-elle des indicateurs objectivement vérifiables pour évaluer les résultats de l'action ?	10(5x2)
<b>3. Durabilité de l'action</b>	<b>50</b>
3.1 L'action est-elle susceptible d'avoir un impact tangible sur le développement de la filière	15
Est-ce que le rôle de l'aquaculture est renforcé dans le territoire d'implantation ?	5
Est-ce que l'action est susceptible d'avoir un impact positif sur le bassin d'emploi local et participer à sa professionnalisation ?	5
Est-ce que l'action est susceptible de favoriser l'emploi des femmes, des jeunes et/ou des minorités ?	5

3.2 La proposition est-elle susceptible d'avoir des effets multiplicateurs ?	15
Est-ce que l'Action est susceptible d'inspirer et d'être reproduite et/ou d'être développée ? (caractère pilote et reproductible de l'action)	10 (5x2)
Est-ce qu'une coordination avec des groupements professionnels (coopératives, associations, chambres, etc.) est prévue notamment pour la diffusion des bonnes pratiques ?	5
3.3 Les résultats attendus de l'action proposée sont-ils durables d'un point de vue socio-économique ?	10
Est-ce que l'Action est prévue ou est susceptible de se poursuivre au-delà de la période de financement ? Comment est assuré le financement au-delà de la subvention du Programme ?	10 (5x2)
3.4 Les résultats attendus de l'action proposée sont-ils durables d'un point de vue environnemental ?	10
Est-ce que l'Action est susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement ? (emprise foncière, utilisation important de biocides et/ou granulés, empreinte carbone, transport, etc.)	5
Est-ce que des actions de mitigations (limitation des impacts négatifs, bonification des impacts positifs) sont prévues ?	5
<b>4. Visibilité de l'Action</b>	<b>5</b>
4.1 Les propositions intègrent des actions de visibilité et de communication du financement de l'union européenne.	2
4.2 Les bonnes pratiques sont valorisées à travers des actions de communication	3
<b>5. Budget et rapport coût-efficacité de l'action</b>	<b>12</b>
5.1 Les activités sont-elles convenablement reflétées dans le budget?	5
5.2 Le ratio entre les coûts estimés et les résultats escomptés est-il satisfaisant?	5
5.3 Le ratio entre les résultats escomptés, le niveau de cofinancement et le volume du financement est-il satisfaisant ?	2
<b>Score total maximum</b>	<b>130</b>

\* : Cf. point 1.2

### **Sélection provisoire**

Après l'évaluation, un tableau sera établi, reprenant l'ensemble des demandes classées d'après leur score. Les demandes ayant obtenu le meilleur score seront provisoirement sélectionnées jusqu'à l'épuisement du budget prévu pour le présent appel à projets. Une liste de réserve sera en outre établie suivant les mêmes critères. Cette liste sera utilisée si davantage de fonds deviennent disponibles pendant sa période de validité.

#### **4.1.1. Notification de la décision d'Expertise France**

##### **Contenu de la décision**

Les demandeurs chefs de file seront avisés par écrit de la décision prise par Expertise France au sujet de leur demande et, en cas de rejet, des raisons de cette décision négative.

Si un demandeur s'estime lésé par une erreur ou irrégularité commise dans le cadre d'une procédure d'appel à projets, il en réfère directement à Expertise France. Expertise France doit répondre dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la plainte. Par ailleurs, si la réponse d'Expertise France ne satisfait pas le demandeur, il peut introduire, dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision le concernant, un recours auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75004 Paris - <http://paris.tribunal-administratif.fr/>.

##### **Calendrier indicatif**

	DATE	HEURE
<b>1. Réunion d'information (si nécessaire)</b>	30/07/2024	11h00 (heure de Paris)
	05/09/2024	11h00(heure de Paris)
<b>2. Date limite pour les demandes d'éclaircissements à Expertise France</b>	13 septembre 2024	23h59 (heure de Paris)
<b>3. Dernière date à laquelle des éclaircissements sont donnés par Expertise France</b>	17 septembre 2023	-
<b>4. Date limite de soumission des demandes</b>	23 septembre 2024	18H00 (heure de Paris)
<b>5. Notification des courriers de rejets et attributions</b>	17 octobre 2024	-
<b>6. Signature du contrat</b>	24 octobre 2024	-
<b>7. Notification des contrats aux candidats retenus</b>	30 octobre 2024	

Toutes les heures sont en heure locale d'Expertise France.

Ce calendrier indicatif renvoie à des dates provisoires (sauf pour les dates 2, 3 et 4) et peut être mis à jour par Expertise France au cours de la procédure. En cas de modification des échéances calendaires, les candidats seront dûment informés.

#### **4.1.2. Conditions de la mise en œuvre après la décision d'Expertise France d'attribution d'une subvention**

À la suite de la décision d'attribution d'une subvention, le(s) bénéficiaire(s) se verront proposer un contrat basé sur le modèle de contrat de subvention (annexe F du présent Règlement). Par la signature du formulaire de demande (annexe A du présent Règlement), les demandeurs acceptent, si la subvention leur est attribuée, les conditions contractuelles du modèle de contrat de subvention.

Lorsque la mise en œuvre d'une action nécessite la passation de marchés par le bénéficiaire et (le cas échéant) son/ses partenaires, le marché doit être attribué conformément à l'annexe IV du modèle de contrat de subvention.

#### **4.1.3. Protection des données personnelles et confidentialité**

Expertise France s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

##### ***Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :***

Expertise France

40 boulevard de Port Royal

75005 Paris

Représentée par son Directeur Général,

Responsable de traitement opérationnel :

Le Département des Systèmes d'Information représenté par son Directeur

##### ***Coordonnées du délégué à la protection des données personnelles :***

[informatique.libertes@expertisefrance.fr](mailto:informatique.libertes@expertisefrance.fr)

Les fondements juridiques légitimant le ou les traitements correspondent aux c) et e) de l'article 6.1 du RGPD, à savoir que :

- Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle Expertise France est soumis ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi Expertise France ;

Les finalités du ou des traitements sont :

- La gestion et le suivi du présent appel à projets,
- La gestion et le suivi de l'octroi de la subvention objet de l'appel à projets.

Les destinataires ou catégorie de destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnels habilités de l'autorité contractante, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation et de l'exécution du contrat, ainsi que de leurs prestataires d'assistance dans ses activités.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat, ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification, et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles disposent également d'un droit à la limitation du traitement et d'opposition à ce traitement pour des motifs légitimes. L'exercice des droits d'information et de tout autre exercice de droit des personnes concernées par les traitements mis en œuvre peuvent être effectués auprès du délégué à la protection des données d'Expertise France.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

Expertise France s'engage à garantir la confidentialité des propositions qui lui sont adressées et veille à ce soit assurée la sécurité et le stockage de ces propositions.

## 5. LISTE DES ANNEXES

### DOCUMENTS A COMPLETER

Annexe A: Formulaire de demande de subvention (format Word)

Annexe B: Budget (format Excel)

Annexe C: Cadre logique (format Excel)

Annexe D: fiche d'identification financière

Annexe E : Formulaire de description des capacités financières et organisationnelles du candidat

### DOCUMENTS POUR INFORMATION<sup>1</sup>

Annexe F:     Modèle de contrat de subvention

Annexe II:     Conditions générales

Annexe III:    Budget (Annexe B du présent document)

Annexe IV:     Règles de passation des marchés

Annexe V:     Lettre de soumission des rapports et de demande de paiement

Annexe VI:     Modèle de rapport narratif et financier

Annexe VII:    Transfert de propriété d'actif

Annexe VIII:   Engagement d'intégrité

Annexe G:     Taux d'indemnités journalières (per diem), disponibles à l'adresse suivante:  
[http://ec.europa.eu/europeaid/funding/about-procurement-contracts/procedures-and-practical-guide-prag/diems\\_en](http://ec.europa.eu/europeaid/funding/about-procurement-contracts/procedures-and-practical-guide-prag/diems_en) (toutes les informations nécessaires étant disponibles par le lien, la publication de l'annexe est facultative)

\* \* \*

---

<sup>1</sup> Ces documents devraient également être publiés par Expertise France.